



Journal de la section des Vosges CGT - Finances Publiques

Numéro 16  
Juin 2016

## LES LIGNES DESTRUCTRICES DE LA DGFIP Par Bruno PARENT

35 000 suppressions  
d'emplois à la DGFIP  
depuis 10 ans.

\*

248 postes détruits à la  
DDFIP des Vosges  
depuis 2003.

\*

13 nouvelles  
suppressions de postes  
à la DDFIP des Vosges  
au 01/09/16.

\*

Fermeture annoncée  
pour 2017 des  
trésoreries de Corcieux,  
Raon l'Etape et Saint-  
Amé.

\*

Parution du projet de  
mutation des agents C :  
3240 postes laissés  
vacants (dont 12 pour la  
DDFIP des Vosges).

\*

Parution du projet de  
mutation des agents B :  
647 postes laissés  
vacants (dont 4 pour la  
DDFIP des Vosges).

\*

Revalorisation  
anémique du point  
d'indice de 0,6% au 1er  
juillet. Le préjudice  
salarial s'établit à près  
de 15% depuis janvier  
2000.

\*

07/07/16 : date des CAPL  
relatives aux  
mouvements locaux des  
agents A, B et C.

Le directeur général de la DGFIP, Bruno PARENT, vient de publier sur Ulysse un long message intitulé « Les lignes directrices de la DGFIP » au cours duquel ce dernier use de contre-vérités et abuse des valeurs **constitutives** du service public pour nous faire croire aux sacrifices rendus nécessaires afin de « *projeter dans le futur notre administration pour qu'elle soit adaptée au 21ème siècle* ».

Pour ce faire, la méthode est simple : il s'agit d'oublier le prétendu « *mythe de l'âge d'or et du passé embelli et perdu* » !

Apparemment mal informé du climat social pesant actuel, détaché de la dégradation accélérée des conditions de travail de ses agents, peu au fait de l'état réel des services de la DGFIP, M. Parent se permet ainsi d'affirmer que nos « *valeurs sont communes et fortes* » en évoquant celles présidant au service public. Et comment ne pas s'étrangler de consternation en lisant l'affirmation suivante : « *L'attention de chacun est notre quotidien* ».

Toujours selon lui, notre ambition collective doit être « *d'évoluer pour mieux servir et pour mieux vivre* ». Et d'ajouter que « *le numérique permet un meilleur service public : permanence, continuité, disponibilité adaptation* ».

A l'évidence, les missions de service public assurées par la DGFIP sont d'autant mieux appréciées par Bercy qu'elles s'exercent au plus loin de l'utilisateur ! **Enterré l'accueil physique de proximité ! L'avenir passe désormais par le tout dématérialisé !**

Les réductions (et/ou modifications) des heures d'ouverture au public devenues légions ont rendu illisibles les plages d'accueil laissées à la disposition des usagers ! Et pour les résidences administratives déjà fermées, le salut se résume pour l'utilisateur à « fréquenter » les plateformes de contact ou mieux encore à jouer les **e-utilisateurs**.

Est-il besoin de rappeler que les incessantes restructurations accompagnées du cortège infernal des suppressions de postes (pour rappel, la DDFIP des Vosges a subi 248 suppressions d'emplois depuis 2003) entament chaque jour un peu plus les collectifs de travail ?

Mais M. Parent, doté d'un bel « *esprit d'innovation et d'ouverture* » n'est jamais à court de suggestions dès qu'il s'agit « *d'éclairer l'avenir* ».

Et quelles solutions miracles préconise-t-il ?

Rien de moins que le travail en réseau entre SIE, le travail à distance, la mise en place de pôles départementaux, supra départementaux, interrégionaux,...

Sans ciller, M. Parent précise également, « *dans un esprit d'ouverture* », réfléchir à des « *allègements/délégations de charges* » qu'il entend soumettre à « *nos partenaires* ».

Les équipes de travail proches de la « *masse critique* » seraient donc incitées à « *se concentrer sur des tâches plus intéressantes* ». Mais, c'est bien sûr !

Ainsi sont notamment cités par le directeur général :

- Contrôle allégé en partenariat dans la sphère du secteur public local.
- Renforcement de l'action des centres de gestion agréés.
- Délégation au comité national des experts des contrôles très complexes.
- Consultation directe des fichiers de publicité foncière par les notaires.
- Accès plus ouvert à Ficociba.

Alors que les équipes de travail atteignent le point de rupture, qu'il n'est nullement question de rompre avec la politique d'austérité budgétaire mise en œuvre à la DGFIP, le directeur général ose présenter « *le projet de prélèvement à la source comme un défi à relever* ».

Et d'asséner encore cette contre-vérité : « *Nos missions sont pérennes et l'existence de la DGFIP est pleinement assurée* ».

**Les externalisations de missions évoqués ci-dessus attestent pourtant du contraire !**

**Jamais, nous n'avons eu au sein de notre administration un sentiment aussi fort de perte de sens du travail !  
Ce que confirment les personnels rencontrés lors des dernières HMI !**

Et ce ne sont sûrement pas ses incantations réactionnaires appliquées aux règles RH qui trouveront un écho favorable au sein des agents de la DGFIP ! Car B. Parent prétend remédier au délitement qu'il institue à la DGFIP, à coup de RIFSEEP (réintroduction de parts variables dans la rémunération sur la base de l'évaluation professionnelle des agents), de modification des règles de gestion au travers notamment du resserrement du nombre de Résidences d'Affectation Nationale, de la mobilité facilitée pour les cadres grâce à la loi sur les « *Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations* ».



Les lignes directrices de la DGFIP

- Démantèlement du service public
- Externalisation des missions
- Suppressions d'emplois et de résidences
- Disparition de l'accueil physique de l'usager
- Dégradation des conditions de travail
- Rémunération au « *mérite* »
- Destruction des règles de mutation